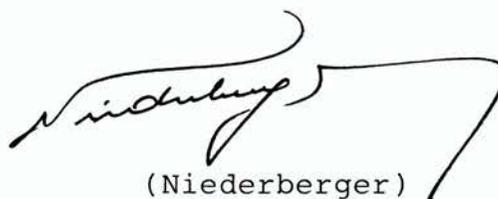


Vorbermerkung NP :

Ich hatte meinen ersten Mitarbeiter, Herrn Benoît Junod, gebeten, noch vor seiner Versetzung seinen Gesamteindruck über Kolumbien, den er nach seiner zweieinhalbjährigen Tätigkeit in diesem Land gewonnen hat, in einer kurzen Würdigung festzuhalten.

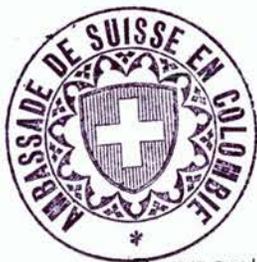
Ich lasse diesen Bericht unverändert abgehen, obwohl mir einige Wertungen zu scharf erscheinen, weil ich mich aber nach sechs Monaten in einem ähnlich pessimistischen Zwiespalt befinde und nur hoffe, dass dieses Bild in Zukunft etwas korrigiert werden kann.

Mit freundlichen Grüßen
DER SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFTER



(Niederberger)

Bogotá, 29. Juni 1989



Rapport politique no 1

Colombien : à un an des élections présidentielles

La violence des faits divers colombiens est telle que chaque lecture de journal, chaque conversation avec une personne bien informée pourrait donner lieu à un rapport alarmiste, à une dépêche inquiétante. Au point que l'observateur étranger finit, comme les Colombiens, par banaliser les faits divers et ne retenir, de la vie politique de ce pays, que les bribes les plus surréalistes, les plus irrationnelles, qui arrivent encore à choquer les esprits blasés.

A un an des élections présidentielles, au moment où l'utilisation du mot "crédibilité" commence à devenir plus fréquente à la radio et à la télévision, les incidents semblent se succéder à un rythme accru comme pour indiquer plus clairement encore l'anarchie absolue que vit la Colombie, entre le marteau des narcotraficants et l'enclume de la guerilla.

Le 31 mai, à 7 heures et demie du matin, tentative d'assassinat du Général Maza Marques, chef du DAS (équivalent de DST). En plein Bogota, comparable à la Bahnhofstrasse, à un kilomètre à peine de l'ambassade. Maza s'en tire indemne, grâce à sa voiture blindée, mais l'attentat fait quatre morts et plus de 50 blessés. Maza Marquez a la réputation d'être un des rares hommes intègres, parmi les forces de l'ordre en Colombie, et le DAS a été le seul organe d'Etat qui a révélé l'existence et les activités de plus de 140 organisations paramilitaires. Le jour suivant, Maza parle devant les caméras TV et indique qu'il a des preuves que l'attentat a été commis par le Cartel des narcotraficants de Medellin. Indignation

DAS = Departamento Administrativo de Seguridad

-2-

du président Barco qui, le soir même, dans un discours TV, promet que son gouvernement mettra tout en oeuvre pour éliminer le fléau des trafiquants de drogue. Le lendemain, l'équipe Nacional de Medellin bat l'Uruguay au stade de football de Bogota, et Barco - nouveau discours - chante les louanges de cette équipe de football qui porte haut l'honneur de son pays - alors que tout le monde sait, en Colombie, que Nacional est "propriété" de Pablo Escobar, et du Cartel de Medellin. Mieux encore : des papiers saisis par le DAS dans le cadre de l'attentat démontrant que le "Ministro de Gobierno" le ministre Raul Orejuela, est un "ami très proche" (donc à la solde) du Cartel de Cali. Orejuela nie tout, Barco susurre que "ce n'est pas possible". Les Forces Armées, qui sont aussi une cible de Maza Marquez, publient un communiqué dans lequel ils expriment leur solidarité et soutien à Orejuela. Pas étonnant, quand selon les estimations du DAS, environ 60 o/o des cadres des FF AA sont directement ou indirectement payés par les trafiquants de drogue. Deux semaines plus tard, Maza Marquez a été muselé, Orejuela n'a pas démissionné, et les trafiquants de drogue ont remporté une victoire autrement plus importante que celle du Nacional ...

Mais revenons aux élections présidentielles et aux pronostics pour 1990. Les candidats libéraux sont essentiellement trois : Durán Dussán, idéologue et chef du parti, plaît aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie car il passe pour un "dur", plutôt fasciste, qui "mettrait de l'ordre". La classe intellectuelle préfère Daniel Samper qui a le charisme d'un rescapé d'un attentat où il a reçu cinq balles dans le corps et où le député et secrétaire-général de la UP, José Antequera, a été tué. Samper représente plutôt l'aile centre-gauche des libéraux. Il aura probablement l'appui de Galán, brebis néo-libérale réintégrée dans le troupeau libéral, qui préfère pour l'instant faire cavalier seul pour les élections mais dont l'appui populaire ne dépasse guère Bogotá. Du côté conservateur, l'ex-président Misael Pastrana se verrait bien refaire un petit mandat. Après tout, son fils Andrés, actuel maire de Bogotá, est encore trop jeune pour un poste présidentiel. Pastrana est un centriste, modéré, et s'il présente un front conservateur uni face aux deux principaux candidats libéraux, il a

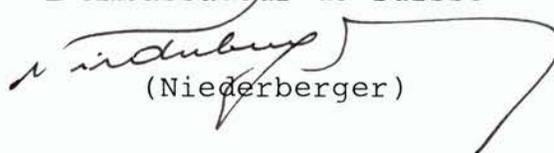
-3-

de bonnes chances de gagner. Peut-être, alors, pour unifier les libéraux, une candidature d'un ex-président, d'un "gros poisson" serait nécessaire, et n'exclut pas que Turbay ou Lopez Michelsen puissent faire l'affaire. Dans les prochains mois, il faudra voir à quel candidat les divers ex-présidents vont donner leur allégeance. Curieusement, ils restent un facteur-clef de la vie politique colombienne.

Et un "outsider" ? Peu probable, mais à ce stade les candidats marginaux cherchent à se profiler. Certains, tel le député Santofimio, ne sont pas pris au sérieux. Lui, par contre, est certain de son succès : il est vrai qu'il est un membre prominent du Cartel de Medellin, et qu'il ne cache pas ses activités illicites. Activités, d'ailleurs, qui lui rapportent tant d'argent, qu'il emploie, depuis plusieurs mois, quatre équipes de peintres qui badigeonnent sur murs, terre-pleins et panneaux d'affichage, dans le pays entier, "Santofimio Presidente ! 90 - 94. La decisión de la otra Colombia". Autre Colombie qui, comme le cancer, ronge progressivement toutes les parties saines du corps social de ce pays.

L'autre jour, j'ai eu un entretien avec Simón Gonzalez, vétérinaire politicien libéral et ex-maire des îles de San Andrés et Providencia. A ma question sur ce qui se passerait lors des élections, il a haussé les épaules et répondu "oui, oui, il y aura des élections et on élira un président. Libéral ? Tant mieux ! Conservateur ? Tant pis ! De toute façon, rien ne changera." Extraordinaire inertie, impressionnante passivité face au destin, la Colombie poursuit son parcours à la périphérie du monde réel, à la dérive, et réussit malgré tout à convaincre ses visiteurs que l'homme de la rue n'est pas plus malheureux qu'ailleurs.

L'Ambassadeur de Suisse


(Niederberger)

Bogota, le 27 juin 1989